

LA DÉPÊCHE

COURRIER DU SOIR.

LIBERTÉ. ÉGALITÉ. FRATERNITÉ.

Prix de l'abonnement :

Pour un mois.	1 50
Pour trois mois.	4 »
Pour six mois.	8 »
Pour un an.	16 »

ORIGINE ET RESPONSABILITÉ DU POUVOIR.

Puisque tout est détruit et remis en question, puisque l'édifice social écroulé va sortir bientôt de ses ruines pour s'élever sur des bases nouvelles encore inconnues, il ne paraît peut-être ni malséant, ni téméraire de toucher à quelques propositions délicates à la vérité, mais essentielles et tout-à-fait opportunes, dont la solution intéresse vivement la société tout entière, et la France en particulier plus que tout autre état, par la raison qu'elle est à la veille de constituer le pouvoir auquel elle remettra le soin de ses destinées.

De quelle source un pouvoir doit-il tirer son origine pour être légitime ?

La plupart des pouvoirs qui ont si longtemps gouverné le monde ont égaré leurs titres dans la nuit impénétrable des temps, et la légitimité n'est, après tout, que la longue possession d'une autorité usurpée dans son principe.

Le droit divin était un pieux subterfuge, et, l'autorité du père de famille exceptée, dont les royautés ont prétendu reproduire l'image, toute tentative de domination de l'homme sur l'homme est une tyrannie, une usurpation, un abus du fort au préjudice du faible, une criminelle violation des lois humaines et divines.

Le premier qui fut roi fut un soldat heureux !

disent les uns ;

Le premier qui fut roi fut un père adoré !

disent les autres.

Quoi qu'il en soit de ces deux suppositions également contraires à la loi d'égalité, la royauté est un état contre nature, un attentat aux droits imprescriptibles de l'homme né libre et indépendant, une infraction à la règle évangélique, qui a déclaré la fraternité de l'espèce humaine gravée par la nature et la raison dans tous les cœurs.

Cependant on a vu pendant bien des siècles des chefs marcher à la tête des peuples, et les conduire comme des pasteurs mènent leurs troupeaux. L'autorité de beaucoup d'entre eux était absolue ; et si quelque hardi penseur avait de loin en loin le courage d'interroger ces superbes dominateurs, les fers ou la mort étaient la réponse du pouvoir embarrassé de la question.

Grâce aux progrès de la pensée et des lumières, nous en sommes venus en France aujourd'hui à ce point inespéré que le pouvoir, violemment arraché aux mains d'un seul ou d'un petit nombre, a passé tout d'un coup dans l'apanage de la nation.

A l'heure qu'il est, en France, le souverain, c'est le peuple, le peuple tout entier, c'est-à-dire trente-cinq millions d'hommes, tous égaux en droits, tous électeurs éligibles, tous prenant une part directe, active, réelle à tous les actes d'administration publique, tous aptes à être appelés par le choix de tous à toute espèce de fonctions, d'emplois, de charges, soit dans les armées, soit dans la magistrature, partout enfin.

Toutefois cette émancipation universelle ne s'est encore manifestée que par un acte pour ainsi dire négatif, par le renversement du pouvoir dont l'oppression et le cynisme avaient atteint les extrêmes limites du possible en ce genre.

Tandis que la royauté vaincue s'enfuyait honteusement vers un exil sans fin, quelques hommes se plaçaient prestement sur le siège sanglant et mutilé du pouvoir déchu, saisissant d'une main un peu prompt le gouvernail des affaires publiques.

Ces hommes honorables et chers au peuple (hâtons-nous de le proclamer), purs de toute souillure, pleins d'intelligence et de bonnes intentions, forts de leur patriotisme incontesté, entraînés en quelque sorte par l'irrésistible nécessité de la circonstance, tiennent,

depuis un mois déjà les rênes de l'État. Ils exercent dans sa plénitude sans opposition, sans contrôle, sans frein, une autorité illimitée, dictatoriale, suprême, absolue.

Le peuple, fatigué d'une servitude impatiemment supportée, s'est docilement soumis à la première apparence d'autorité qui s'est constituée. Résolution sublime ! mais présage effrayant pour l'avenir de la liberté.

Nous ne demanderons pas au Gouvernement provisoire d'exhiber son mandat. La royauté de juillet, dont la légalité a toujours été contestée, fondait ses droits sur l'acclamation de 221 représentants légaux de la nation ; c'était peu, mais c'était quelque chose. La France a laissé faire, et nous avons vu les heureux résultats de son abnégation.

Le Gouvernement provisoire s'est installé dans les salles de l'Hôtel-de-Ville, et il a dit : Je suis le gouvernement choisi par la France ! et il a rendu des décrets *au nom du peuple français* ! et depuis un mois, il gouverne *au nom du peuple français* ; il envoie dans les départements des délégués et des commissaires armés d'un pouvoir sans bornes, *au nom du peuple français* ; et c'est *au nom du peuple français* qu'il a décidé que son gouvernement adoptait la forme républicaine.

Nous avons essayé de bien des espèces de gouvernements depuis une cinquantaine d'années ; et pas un seul n'a manqué de se prétendre l'expression de la volonté nationale, et d'agir *au nom du peuple français* ; c'est la formule obligée.

Que serait-il advenu pourtant, si dans une autre partie de l'Hôtel-de-Ville, onze hommes également populaires et capables, et bien intentionnés, se fussent de leur côté, sous la forme républicaine ou sous une autre, déclaré gouvernement provisoire, abolissant, érigent, éliminant, constituant, décrétant, proclamant, affichant, haranguant, protocolant, armant et triomphant *au nom du peuple français* ?

De ces deux gouvernements issus de la même source, constitués aux mêmes titres, invoquant la même origine et les mêmes droits (la nécessité et le vœu populaire), quel eût été le gouvernement légitime, le gouvernement légal ? quel eût été le pouvoir usurpateur ? que les habiles nous répondent.

Nous nous contenterons de demander si les hommes qui exercent actuellement l'autorité souveraine en France, et dont la sagesse et le patriotisme ont éclaté à plusieurs reprises, n'auront pas un compte sérieux à rendre de leur gestion, lorsqu'un gouvernement définitif sera sorti du sein de l'Assemblée nationale, pour succéder au Gouvernement provisoire.

A Rome, les dictateurs étaient irresponsables, mais la république française ne doit pas, ne peut pas ressembler à la république de Rome ; ce n'est pas pour tomber sous la verge d'une dictature que Paris et la France ont chassé la dynastie de juillet ; et les citoyens Lamartine, Arago, Dupont de l'Eure ni leurs collègues n'ont jamais songé à s'attribuer les fonctions d'une charge plus que jamais incompatible avec les instincts nationaux.

Que le gouvernement provisoire se mette donc en mesure de hâter les opérations électorales au lieu d'en reculer l'époque, et qu'il se persuade bien que le retour de la tranquillité publique et du crédit ne se réaliseront qu'à ce prix.

Tout gouvernement est légitime qui rend le pays heureux et florissant.

L. CHAMBELLAND.

Actes officiels.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des travaux publics,

Considérant qu'il importe de soumettre le service des bâtiments de l'ancienne liste civile aux règles adoptées pour les autres édifices dépendant du ministère des travaux publics ;

Considérant que l'entretien et la conservation de ces bâtiments sont concentrés entre les mains de quelques architectes privilégiés, et qu'il est juste de répartir les travaux de la République entre le plus grand nombre possible d'artistes capables et dévoués ;

Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le service des bâtiments de l'ancienne liste civile est supprimé.

Art. 2. Il sera pourvu dans le plus court délai à la réorganisation de ce service.

Fait à Paris, le 21 mars 1848.

MARIE.

Sur le rapport de la Commission du Gouvernement pour les travailleurs, l'arrêté suivant a été publié par le Gouvernement provisoire :

Toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage sera punie d'une amende de cinquante à cent francs pour la première fois ; de cent à deux cents francs en cas de récidive ; et, s'il y avait double récidive, d'un emprisonnement qui pourrait aller de un à six mois. Le produit des amendes sera destiné à secourir les invalides du travail.

Paris, le 21 mars 1848.

Les Membres du Gouvernement provisoire.

Le ministre des affaires étrangères vient d'adresser à son collègue, le citoyen ministre de l'Intérieur, un état des réclamations formées par les ouvriers anglais expulsés de Rouen. Au reçu de cette pièce, le ministre a immédiatement chargé le commissaire du Gouvernement dans le département de la Seine-Inférieure, de se concerter avec le consul anglais, pour soumettre ces réclamations à une vérification préalable.

La chapelle du palais des Tuileries, qui n'a subi aucune dévastation, qui a été respectée dans toutes ses parties, sera rendue au culte dimanche prochain. La messe y sera célébrée pour les malades qui, au nombre de soixante, ont été admis à l'hospice des Invalides-Civils, ainsi que pour tout le personnel de ce nouvel établissement.

Par l'ordre de M. le Capitaine Saint-Amant, commandant militaire du Palais, toutes les mesures ont été prises.

Nous sommes priés du publier la note suivante :

Les sténographes des journaux de Paris et des correspondances départementales qui rendront compte des séances de l'Assemblée nationale, sont invités à se réunir *vendredi 24 mars, à midi*, dans le local du second bureau de l'ex-Chambre des députés, pour s'entendre sur les questions relatives à la tribune des sténographes. Les anciens syndics de la tribune des journalistes ont cru devoir provoquer cette réunion, et ils prennent la liberté de recommander très instamment à tous les journaux et correspondances d'y envoyer des représentants.

21 mars. — Une solennité pleine d'intérêt vient d'avoir lieu au Champ-de-Mars. Un arbre de la liberté y a été planté au milieu d'un concours immense de citoyens et au bruit des plus vives acclamations. Cette solennité était présidée par le citoyen Noël, commissaire de police du quartier, qui a adressé à la foule une allocution pleine de patriotisme. Un nombre considérable d'ouvriers s'est ensuite rendu à l'église du Gros-Caillou, et a reçu la bénédiction du curé. Le plus grand ordre n'a cessé de régner.

Finances.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE.

Le Comptoir national a escompté lundi pour près d'un million de valeurs, et mardi pour plus de douze cent mille francs. Cet établissement, on le voit, rend de très grands services au commerce et à l'industrie, et ses premières opérations exercent déjà une heureuse influence sur le retour de la confiance publique.

La mesure sur la retenue à opérer sur le net des valeurs remises à l'escompte au comptoir national, afin de compléter le capital social a été annoncée d'une manière complète.

Voici la détermination telle qu'elle a été adoptée :

Jusqu'à concurrence de 100,000 fr., retenue de 5 p. 100

De 100,000 à 200,000 fr.,	—	5 id.
De 200,000 à 300,000 fr.,	—	2½ id.
De 300,000 et au-dessus,	—	2 id.

Cette mesure ne cessera de recevoir son exécution qu'après que le conseil d'administration, d'accord avec le Gouvernement, aura reconnu que le capital du Comptoir national est suffisant pour subvenir à tous les besoins.

Nouvelles étrangères.

Il n'est point arrivé de nouvelles importantes de la Prusse.

PORTUGAL. — Le prince de Joinville et le duc d'Aumale sont à Lisbonne.

Ils sont entrés dans cette capitale le 12 mars avec leur famille.

La reine dona Maria et la princesse de Joinville, sa sœur, ne s'étaient pas revues depuis les premières années de leur enfance.

Les deux fils de Louis-Philippe sont prochainement attendus à Londres.

— L'empereur de Russie n'est point mort, ainsi que plusieurs journaux l'avaient annoncé. Mais un courrier, arrivé ce matin à l'ambassade russe, a apporté la nouvelle que les provinces de la Russie méridionale étaient en pleine insurrection. La noblesse est à la tête du mouvement, que complique encore la fermentation qui règne dans la Pologne russe.

Nouvelles des départements.

GIROUDE. 19 mars. — Par dépêche télégraphique de ce jour, le ministre des finances a autorisé l'établissement d'un comptoir d'es-compte à Bordeaux, et a enjoint aux receveurs généraux d'encaisser gratuitement les remises faites par les comptoirs. Ces deux mesures ont produit un excellent effet.

RHÔNE. 18 mars. — Malgré des rumeurs continuelles et des bruits alarmants qui n'ont aucun fondement, je crois pouvoir répondre de la tranquillité et de l'ordre. Toutefois, la crise financière est inquiétante. (Le Commissaire du gouvernement).

HAUTE-MARNE. 20 mars. — Les troubles de Saint-Dizier que l'on craignait voir se renouveler sont apaisés. Partout où quelque agitation populaire s'est manifestée, elle a été facilement calmée. — Les dégâts dans les forêts ont peu d'importance. — J'ai fait autoriser l'enlèvement des bois morts. Cette autorisation sauve partout les arbres sur pied.

— Le courrier arrivant de Brest a rapporté qu'il y avait eu du bruit à l'Aigle par suite de la fermeture de plusieurs fabriques d'épingles et de clous. Les ouvriers s'étaient rassemblés et demandaient de l'ouvrage à grands cris.

— A Limoges tout est tranquille jusqu'à présent, mais la crainte de voir fermer les fabriques de porcelaine cause beaucoup d'inquiétudes.

— Quelques rassemblements d'ouvriers ont eu lieu à Lyon pour demander le renvoi des ouvriers étrangers et s'entendre sur l'organisation du travail; mais il n'y a eu aucun désordre.

— A Pau, une revue de la garde nationale et de la troupe a été passée par le général. Le maire et le commissaire du gouvernement ont prononcé des discours qui ont été vivement applaudis. Le soir joie générale et grande illumination.

— Une lettre du sous-inspecteur des postes, du bureau français de Bâle, contient les nouvelles suivantes :

Le grand duché de Bade est en insurrection; la République vient d'être proclamée à Constance; la République ALLEMANDE doit l'être par l'assemblée de tous les comités cantonaux à Offembourg.

Les courriers de Milan sont arrivés; ils étaient arrêtés par les avalanches du Saint-Gothard. Ils annoncent que la plus grande agitation règne en Hongrie.

Sur le rapport de la Commission du Gouvernement pour les travailleurs;

Considérant que le décret du 2 mars, qui détermine la durée du travail effectif et qui supprime l'exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage, n'est pas universellement exécuté en ce qui touche à cette dernière disposition;

Considérant que les deux dispositions contenues dans le décret précité sont d'une égale importance, et doivent avoir force de loi, le Gouvernement provisoire de la République, tout en réservant la question du travail à la tâche,

Arrête :

Toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage sera puni d'une amende de 50 à 400 fr. pour la première fois; de 400 à 200 francs en cas de récidive; et, s'il y avait double récidive, d'un emprisonnement qui pourrait aller de un à six mois. Le produit des amendes sera destiné à secourir les invalides du travail.

Paris, le 21 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

GARDE NATIONALE DE LA SEINE.

Paris, le 21 mars.

Colonel,

Au moment fort prochain des élections générales, et à la suite des nouvelles formations et délimitations des compagnies, des officiers croient pouvoir résigner le mandat dont ils sont revêtus et

donner leur démission des grades qui leur ont été conférés par leurs camarades.

C'est là, sans aucun doute, un droit dont ils peuvent user, et le commandant supérieur n'a pas la pensée de le leur contester; mais au-dessus de ce droit il y a un devoir de patriotisme et de dévouement qui parle haut aussi et qui commande à tous les citoyens de se dévouer jusqu'au dernier moment à la cause de l'intérêt et de l'ordre public.

C'est en son nom que le commandant supérieur demande à tous ceux des officiers qui songeraient à donner leur démission, de s'abstenir jusqu'au moment des élections générales; pendant les quelques jours qui nous en séparent il peut y avoir encore de notables services à rendre à la cause du bien public, et le général espère qu'aucun de ses camarades des légions ne voudrait s'exposer au regret d'y avoir manqué par suite d'une retraite trop précipitée.

Salut et fraternité.

Le général commandant supérieur,
Signé COURTAIS.

Les délégués du poste de la Préfecture de police ont proposé au Gouvernement provisoire d'ouvrir une souscription destinée à remplacer les ressources que l'on se procurerait en rendant les biens de l'Etat.

M. Barthélemy Saint-Hilaire a répondu en ces termes à la députation :

« Votre projet sera soumis au Gouvernement provisoire et au ministre des finances. Vos intentions sont excellentes; il est certain que l'on doit éviter autant que l'on pourra la vente des biens nationaux qui servent de gage aux créanciers de l'Etat, et dont les revenus viennent en déduction de l'impôt et sont utiles pour alléger le poids des contributions publiques. Vous pouvez vous contier aux lumières et au patriotisme du ministre des finances, M. Garnier-Pagès. Il n'exécute le décret autorisant la vente d'une partie des biens nationaux que dans la limite de ce qui sera strictement nécessaire. »

Nouvelles diverses.

La nomination du citoyen Arago aux fonctions de ministre de la guerre, bien qu'intérimaire, avait excité quelque inquiétude dans le public. On se demandait si nous étions déjà revenus au temps où les portefeuilles passaient comme des jouets de mains en mains indistinctement, sans le moindre souci de l'aptitude des hommes qui s'en emparaient. Le nom du général Cavaignac a calmé toutes ces rumeurs. Le nouveau ministre a donné des gages de son patriotisme et de sa sagacité; cependant on aurait trouvé que les fonctions de gouverneur de l'Algérie lui convenaient mieux.

Espérons que la prompte et intelligente réorganisation de l'armée sera le résultat de cette nomination.

L'armée est toute dévouée au nouvel ordre de choses; mais de grands abus existent dans ce département ministériel, il faut une main bien ferme et bien exercée pour les extirper sans retour.

Le budget de la guerre doit être notablement abaissé dans son chiffre. D'immenses économies sont possibles sur ce chapitre, sans nuire ni à la discipline, ni au bien-être du soldat, ni à la force dont la France a besoin pour sa sûreté et son honneur.

A quoi bon ce cadre de réserve où tant de généraux, qui ne peuvent plus servir activement dans les armées, sont, par une exception injuste, maintenus à la solde d'activité? Les généraux doivent, comme tous les officiers des autres grades, être mis à la retraite lorsque le temps fixé par la loi est venu.

Le gouvernement de juillet a mis à la tête des corps des hommes nouveaux, jeunes, dévoués, ou des officiers que la restauration avait mécontentés ou congédiés. C'est par une mesure semblable, que la République doit s'assurer du dévouement de l'armée; les brigades et les divisions ont besoin surtout d'être commandées par des généraux qui ne devront par leur avancement au gouvernement déchu.

On s'étonne que le Gouvernement provisoire, qui a pris l'initiative et la responsabilité de mesures beaucoup plus graves, n'ait pas encore porté sa sollicitude de ce côté.

— Les habitants de Fulaines, près de Fontainebleau, en apprenant la nouvelle de la proclamation de la République à Paris, qui leur rappelait les excès de 93, furent saisis d'une telle frayeur qu'ils prirent spontanément les armes pour résister au nouveau gouvernement. Le curé, homme de sens et comprenant mieux la position, fit aussitôt sonner les cloches pour faire réunir ses paroissiens et leur tint ce langage :

« Mes amis, la peur est mauvaise conseillère, et vous inspire des craintes exagérées. Si vous voulez vous donner la peine de réfléchir, vous verriez que le gouvernement républicain, lorsqu'il reste dans ses limites, est le gouvernement le plus naturel et le mieux approprié à l'homme, c'est enfin le gouvernement selon Jésus-Christ. Je vous engage donc à vous y rallier et à laisser là vos armes dont vous n'avez que faire, car vous n'avez jamais été plus frères qu'aujourd'hui. Crions donc tous ensemble : *Vive la République!* »

Ce cri fut aussitôt répété par plus de cent voix, et chacun s'en retourna chez soi complètement rassuré.

— La Cour d'assises de la Seine prononcera dans quelques jours sur le sort des individus accusés d'avoir pris part aux actes de dévastation et d'incendie commis sur plusieurs points des lignes de chemins de fer. L'instruction à laquelle il a été procédé démontre que ces crimes, quoique commis simultanément sur des points éloignés, ne se rattachent pas à une direction commune qui aurait ainsi organisé à l'avance un système de destruction et de pillage.

— L'instruction relative aux poursuites dirigées contre les ex-ministres se poursuit activement; chaque jour de nombreux témoins sont appelés devant MM. Delahaye et Perrot de Chezelles, conseillers instructeurs. On a entendu principalement les chefs des corps qui dans les journées des 22, 23 et 24 février commandaient la troupe : on a aussi entendu les diverses personnes qui ont été appelées aux Tuileries dans la nuit du 23 au 24. On pense que le rapport de l'instruction pourra être fait à la Cour dans les premiers jours du mois prochain.

— Un de ces jours derniers, un homme en blouse a apporté à madame Hope, née Rapp, un sabre soigneusement enveloppé. Cette relique de famille était accompagnée d'une lettre ainsi conçue :

« Ce sabre a servi à maintenir l'ordre dans les appartements de la duchesse d'Orléans. — Il vous appartient... je vous le rends. »

UN BON FRANÇAIS. »

Voici comment le citoyen en blouse était devenu possesseur du sabre précieux : le 24 au soir, dix à douze hommes se firent ouvrir l'hôtel de M. Hope, gendre du général Rapp, pour réclamer des armes. On les conduisit dans une salle où étaient quelques panoplies d'épées, de poignards et de glaives. Ils n'emportèrent que quelques fusils de peu de valeur, ainsi qu'un sabre de forme arabe. C'est ce sabre qu'on a rapporté. La famille du général Rapp y attachait d'autant plus de prix que son origine était ainsi gravée sur le fourreau :

MURAT AU GÉNÉRAL RAPP.

RAPP A SON AMI MARNIER.

MARNIER A MADAME HOPE, NÉE RAPP.

Une foule de restitutions semblables ont lieu journellement.

— Par arrêté du Gouvernement provisoire, le montant des arrérages et annuités à percevoir par les établissements tontiniers sera provisoirement versé au Trésor public, sous la garantie de l'Etat. Le capital de ces fonds s'augmentera d'un intérêt cumulé de 5 0/0 par an.

— Par arrêté du Gouvernement provisoire, et sur l'offre faite par la compagnie du chemin de fer d'Orléans, les voitures de 3^e classe découvertes seront, à compter du 1^{er} juillet, au plus tard, remplacées par des voitures couvertes. Le tarif des places dans ces nouvelles voitures sera fixé à 5 centimes 1/2 par personnes et par kilomètre.

— Des citoyens de Montrouge sont venus ce soir porter au club de la Sorbonne, une plainte d'une portée immense. Les ouvriers connaissant les dispositions de leurs patrons, refusent d'aller se faire inscrire sur les contrôles de la garde nationale, aimant mieux renoncer à leurs droits civiques que de perdre leur travail. Il y aurait donc à Montrouge une influence occulte plus puissante que la loi. Cette influence est d'autant répréhensible, qu'elle est presque insaisissable. Elle nous fait comprendre au moins combien les ouvriers sont faibles encore en présence des anciens monopoleurs. Il est du devoir du Gouvernement provisoire de prendre les mesures les plus énergiques pour s'opposer à cette intimidation.

— On accusait souvent d'exagération les attaques sur la liste civile et sur l'administration des musées. L'instinct public n'avait cependant deviné qu'une faible partie des malversations commises. Louis-Philippe se considérait comme propriétaire du Musée national, et il en disposait à sa fantaisie, jusqu'à les faire transporter partout dans les résidences royales et même en Angleterre. Au Palais-Royal on a retrouvé deux portraits de Van-Dick et deux Philippe de Champaigne, appartenant au Louvre, et qui ont échappé heureusement à l'incendie du 24 février. La Charité, d'André del Sarto, un des chefs-d'œuvre du Musée, réclamé depuis plus d'un an, ou était-il? Dans les ateliers de restauration. Il y a juste un siècle, il avait été transporté de son panneau sur toile, et il paraissait en bon état quand il faisait encore, il y a deux ans, l'ornement de la galerie Italienne. Eh bien! la Charité d'André del Sarto, a été rentoilée de nouveau, lavée, gratée, épidermée, perdue! On en apprendra bien d'autres
(La Semaine.)

Bulletin de la Bourse de Paris du 24 Mars.

FONDS FRANÇAIS.	4 ^e C.	Pl. h.	Pl. b.	Dernier.
Trois 0/0 comptant.	50 50	51	50	51
— fin courant.	50 50	51	50	51
Trois 0/0 1844, comptant.	50 50	51	50	51
— fin courant.	50 50	51	50	51
Trois 0/0 (nouvel emprunt).	50 50	51	50	51
— fin courant.	50 50	51	50	51
Quatre 0/0 comptant.	50 50	51	50	51
Quatre 0/0 comptant.	50 50	51	50	51
Cinq 0/0 comptant.	50 50	51	50	51
— fin courant.	72 75	72 75	72 75	72 75

CHEMINS DE FER.

Saint-Germain, act. 500 f.	500	Orléans à Bordeaux, act. 500f.	500
— Oblig., 4840, j. juillet.	4840	— Nord, act. 500 f.	345 50
— — 4840, —	4840	— — — — —	—
Versailles, rive dr., act. 500 f.	415 50	— Montreuil à Troyes, act. 500 f.	345 25
— Oblig., 4000 f., j. juillet.	4000	— Paris à Lyon, act. 500 f.	348 75
— — 4050 f. —	4050	— Paris à Strasbourg, act. 500 f.	348 75
Versailles, rive g., act. 500 f.	415	— Tours à Nantes, act. 500 f.	344 25
— Paris à Orléans, act. 500 f.	712 50	— Dieppe et Fécamp, act. 500 f.	—
— Oblig., 4 0/0, j. juillet.	420	— Bordeaux à la Teste, act.	—
Paris à Rouen, act. 500 f.	420	— Paris à Sceaux, act. 500 f.	—
— Oblig., 4 0/0 j. juillet.	420	— Montpellier à Cette, act. 500f.	—
Rouen au Havre, act. 500 f.	215	— Grand Combe	—
— Oblig., 4050 f., j. sept.	4050	— Andrieux à Roanne.	—
Marseille à Avignon, act. 500 f.	280	— Charleroy à la front. de France	—
Strasbourg à Bâle, act. 500 f.	85 50	— Anvers à Gand.	—
Orléans à Vierzon, act. 500 f.	—	— Mulhouse à Thann.	—
Boulogne à Amiens, act. 500 f.	—	— St-Etienne à Lyon, act. 5000 f.	—
		— Lyon à Avignon.	—

BANQUES, CAISSES, CANAUX.

Banque de France.	4600	Comptoir H. Ganneron.	—
Bons du Trésor.	32 1/2	Caisse Baudon.	—
Ville de Paris, rente 5 0/0.	—	Caisse hypothécaire.	200
— Obligations de 1000 f.	4000	— Obligt. de 500 f. à 4 0/0.	—
Banque de Belgique, 1835.	—	Quatre Canaux.	—
— — 1844.	—	Trois Canaux.	—
Banque d'Alger.	—	Canal de Bourgogne.	—
Caisse Gouin, act. 4000 f.	—	Canal de Sambre à l'Oise.	—

SIRRASSE, gérant.

EAU BROCCHERI

Guérison subite, sans aucune opération chirurgicale, des brûlures, coupures, contusions et blessures. Un dépôt se trouve dans chaque abattoir de la ville de Paris, et chez M. BROCCHERI, rue Louis-le-Grand, 25.

Imprimerie de GUSTAVE GRATIOT, 11, rue de la Moquette.